

69, rue
91851 Orsay
FRANCE
info@lexiboo.com
Tel.: (33) 1 64 46 35 00
Fax: (33) 1 64 46 35 01

LEXIBOOK
Electronic devices

Lexibook UK
Unit 9 Highview - High Street
Bordon
Hampshire GU35 0AX
UNITED KINGDOM
info@lexibook.co.uk
Tel.: (44) 120-477922
Fax: (44) 120-477929

Lexibook Electronica LD
Nº 6-B Praça José Domingos
Santos
Qta das lojas
2830 Lavradio Barreiro
PORTUGAL
infopt@lexibook.com
Tel.: (351) 1204 9152
Fax: (351) 1204 9117

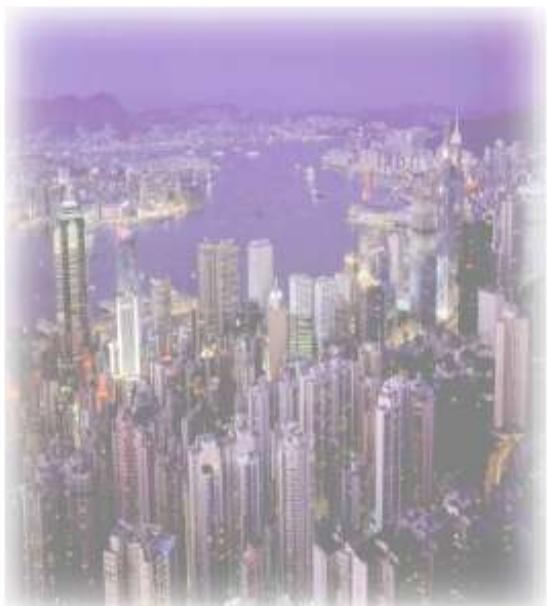
Lexibook GMBH
Donnersbergring 20
64295 Darmstadt
DEUTSCHLAND
infod@lexibook.com
Tel.: (49) 6151-316151
Fax: (49) 6151-319453

Lexibook Polska Sp. z o.o.
ul. Pytlasińskiego 16
00-777 Warsaw
Polka
infopl@lexibook.com
Tel.: (48) 6 02 45 9149
Fax: (48) 2 28 16 92 97

Lexibook Iberica
Jesus del Gran Poder
28026 MADRID
ESPAÑA
infoe@lexibook.com
Tel.: (34) 91 58 00 00
Fax: (34) 91 58 00 01

LEXIBOOK®
Electronic devices

SEPTEMBRE 2010



Sommaire

- 3** | Rapport financier semestriel
- 6** | Comptes consolidés
- 41** | Attestation des responsables de l'information
- 42** | Rapport des commissaires aux comptes

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 SEPTEMBRE 2010

En application de l'article 222-4 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers

Le rapport financier semestriel au 30 septembre 2010 a été établi conformément aux nouvelles obligations d'information périodique issues de la transposition dans le Code Monétaire et Financier (article L.451-1-2) de la directive européenne dite transparence et l'interprétation qui en a été faite par l'Autorité des Marchés Financiers notamment dans ses communiqués de presse des 16 octobre 2006 et 14 février 2007.

Activité du groupe LEXIBOOK

1. Chiffre d'affaires et marge :

Malgré la mise en sommeil des filiales et le recentrage sur la France et HK exclusivement, le Groupe a réussi à faire progresser son chiffre d'affaires et sa marge. L'activité consolidée de l'exercice clos au 30 septembre 2010, exprimée par l'indicateur chiffre d'affaires, est en hausse de 19%. Le chiffre d'affaires consolidé se porte ainsi à 20,6 millions d'euros contre 17,3 millions d'euros au 30 septembre 2009.

Auparavant, le chiffre d'affaires réalisé par les filiales de Lexibook était réalisé en quasi intégralité sur une base de facturation domestique. Cette activité a été reporté en FOB depuis Hong Kong et en Non FOB ce qui explique l'effet « ciseau » constaté au semestre sur ces canaux de distribution (cf histogramme page 4).

Lexibook a consolidé ses positions commerciales dans les pays définis comme prioritaires, en particulier en Europe et en s'appuyant sur la France, pays dans lequel Lexibook est un acteur majeur du jouet. Cette situation montre la nouvelle répartition de l'activité entre Hong-Kong et France, ces dernières ayant vu leur activité progresser respectivement de pratiquement +78% et +18 %, montrant ainsi la capacité du groupe à conserver le chiffre d'affaires qui était réalisé par les autres filiales du Groupe LEXIBOOK au cours des exercices précédents.

La marge brute consolidée est de 9 154 K€ au 30 septembre 2010 contre 7 030 K€ au 30 septembre 2009 et son taux est en hausse à 44,3 % contre 40,7 % pour la période précédente. Le taux de marge net ressort lui à 33,3 % contre 30,8 % au 30 septembre 2009. La marge progresse donc à un niveau supérieur au plan de marché du Groupe et malgré le niveau très élevé du dollar (à un niveau au-dessus du cours budget de début d'année) et le manque de couvertures du Groupe.

2. Réduction des charges :

Sur ce semestre, la restructuration du groupe Lexibook autour de HK (ventes FOB) et FR a permis une réduction importante de certains postes, dont les plus significatifs sont :

- Les dépenses de logistique : - 240 K€ par rapport à l'année dernière (résultat immédiat de la centralisation du stock à Anvers), soit -19% par rapport à n-1 malgré la croissance de l'activité.
- Les dépenses de personnel : - 513 K€ provenant essentiellement de la fermeture des filiales, soit -18% par rapport à n-1.

A contrario, le poste « honoraires » augmente de + 55 K€ du fait d'une sollicitation plus importante des conseils juridiques et Commissaires aux Comptes dans ce contexte de restructuration.

Le résultat d'exploitation s'améliore ainsi de façon significative passant de -1 732 K€ à + 1 113 K€.

3. Résultat financier :

Le résultat financier passe de - 408 K€ au 30 septembre 2009 à +333 K€ au 30 septembre 2010. Cette amélioration masque plusieurs variations :

- Un effet de change positif de 194 K€ par rapport à la période précédente et ce malgré une variation du dollar inférieur au cours budget.
- Une diminution des charges financières de 125 K€ : grâce à la conversion des lignes CT en MT réduisant l'impact des frais liés aux utilisations de lignes CREDOC supérieures de 3,5 M€ par rapport à l'exercice précédent.
- Un gain de 422 K€ provenant de la transcription dans les comptes consolidés de l'impact de l'accord de conciliation sur l'emprunt obligataire souscrit auprès de Turenne Capital.

Dans ce contexte, l'exercice consolidé est clôturé au 30 septembre 2010 avec un résultat net de 1 279 K€, contre une perte nette de -2 013 K€ d'euros au 30 septembre 2009.

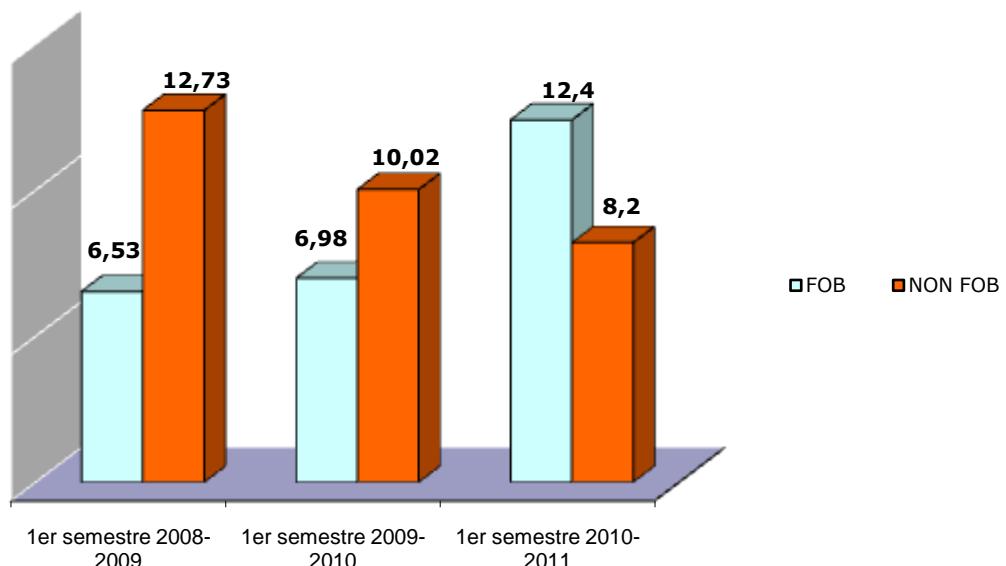
Structure financière

Les fonds propres part du groupe sont de 1,43 M€ au 30 septembre 2010 contre 0,45 M€ au 31 mars 2010. Comme cela est détaillé dans le tableau de variation des capitaux propres, cet écart trouve principalement son origine dans l'incorporation du résultat bénéficiaire (+1,28 M€), et une variation négative des écarts de conversion (-0,3 M€).

L'endettement net apparent est de 14,2 M€ contre 20,4 M€ au 30 septembre 2009.

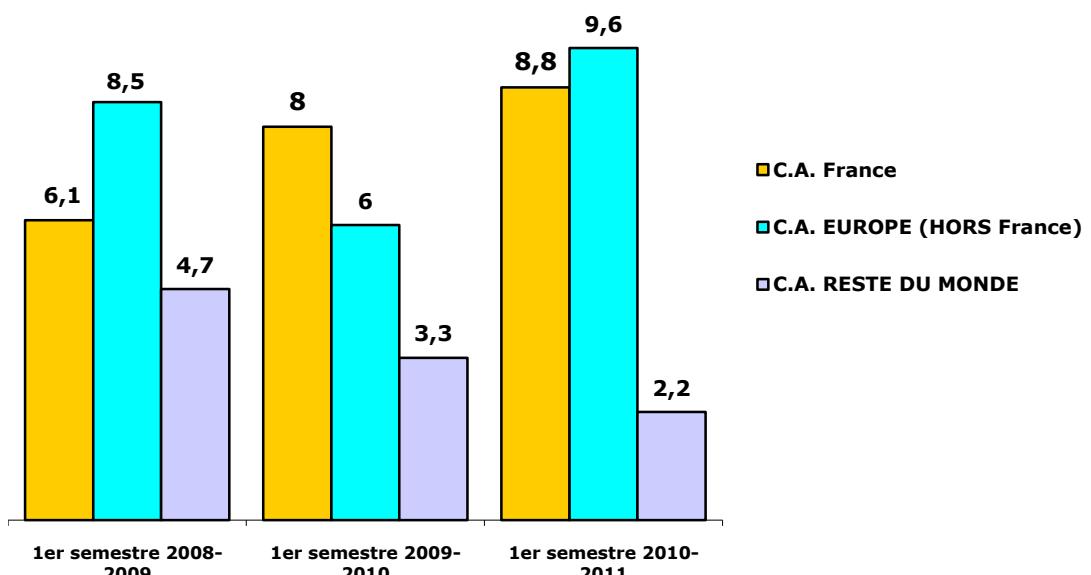
Evolution du chiffre d'affaires sur les deux derniers exercices (en millions d'euros)

Répartition par canal de distribution



Evolution du chiffre d'affaires sur les deux derniers exercices (en millions d'euros)

Répartition France / Europe (hors France) / Reste du monde



Evolution prévisible de la société et perspectives

La reprise constatée sur la fin d'année 2009-2010 ainsi que la campagne de référencements qui a eu lieu permettent au Groupe d'être raisonnablement confiant pour l'année 2010/2011. Compte tenu de la saisonnalité de l'activité, Lexibook ne prévoit cependant pas un niveau d'activité très supérieur à l'année précédente. En effet, le groupe souhaite concentrer ses efforts sur la rentabilité et ainsi capitaliser sur les réorganisations qui ont été opérées au cours de l'exercice passé.

Risques

A ce jour, il n'y a pas de risques ou d'incertitudes majeurs identifiés sur la durée de l'exercice restant à courir qui ne seraient déjà traités dans les notes 1.2 et 27 des comptes semestriels.

Financement de l'activité

Dans le cadre du protocole entre Lexibook et ses partenaires bancaires, les engagements des banques et de l'obligataire sont tenus.

A terme, ce protocole prévoit de renforcer les fonds propres de l'entreprise à hauteur de 6 M€ dans les meilleurs délais (dont incorporation en capital des comptes courants de la famille Le Cottier pour 1.4 M€).

A cet effet, l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 20 septembre 2010 a voté les autorisations nécessaires en vue de levées de fonds dont la première matérialisation sera une augmentation de capital qui devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2011.

Cette augmentation de capital sera une première étape dans la consolidation des fonds propres du Groupe, et devrait déjà représenter au minimum un tiers de l'objectif d'augmentation des fonds propres que le Groupe s'est fixé à terme.

Périmètre de consolidation et activité des filiales

Liste des filiales et participations en €	Capital	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 30/09/2010	Valeur nette des titres au 30/09/2010	Prêts / dettes Net	Cautions et avals accordés (1)	Chiffre d'affaires 30/09/2010	Résultat net 30/09/2010	Dividendes versés (-), reçus (+)
A. Filiales détenues à plus de 50%										
Lexibook Hong Kong Limited	47 205	99,9%	2 394 757	236 340	236 340	-1 396 284	13 068 343	22 723 572	1 207 939	
Lexibook Iberica SL	153 104	99,9%	-655 159	153 014		2 803 130		-172 513	-185 081	
Lexibook Electronica LDA	150 000	99,9%	-1 274 160	149 918		1 398 736		-117 106	-87 400	
Lexibook UK	547 099	98,9%	-2 166 779	731 904		2 127 720		551 037	303 682	
Lexibook Polska SP ZOO	12 548	96,0%	-228 608	12 390		242 853		0	-838	
Lexibook Italia	10 400	100,0%	-502 668	20 228		430 963		13 803	35 238	
Lexibook USA	366	100,0%	-94 701	399		0		77 402	-19 897	
Lexibook Germany	25 000	100,0%	78 858	25 000	25 000	-5 493		4 997	2 827	

(1) 13 300 000 USD convertis au cours de clôture de 1,3648 et 35 200 000 HKD convertis au cours de clôture de 10.5918

NB : Les montants en devises étrangères exprimés en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Ces sociétés ne détiennent aucune participation dans notre société.

Comptes consolidés au 30 septembre 2010

Etat du résultat global

	Notes	30 SEPTEMBRE 2010 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2009 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2008 6 MOIS	31 MARS 2010
En Euros					
Chiffre d'affaires net		20 631 841	17 273 747	19 259 943	39 389 457
Autres produits courants		158 217	197 716	195 005	384 907
Produits d'exploitation (I)		20 790 058	17 471 463	19 454 948	39 774 364
Coûts d'achat des produits vendus	18	-11 477 298	-10 229 015	-9 002 094	-23 529 742
Dépenses de personnel		-2 362 420	-2 874 979	-3 079 958	-5 659 739
Services Extérieurs		-3 641 983	-3 852 108	-4 312 410	-9 220 692
Taxes (hors impôt société)		-124 667	-118 485	-127 656	-213 366
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.		-2 059 571	-1 140 216	-1 338 267	-2 248 582
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation		476 603	-527 639	-105 501	-688 180
Autres produits et charges d'exploitation		-487 340	-464 684	-797 889	-1 152 554
Charges d'exploitation (II)		-19 676 676	-19 207 126	-18 763 775	-42 712 855
Résultat d'exploitation (III = I + II)		1 113 382	-1 735 663	691 173	-2 938 491
Coût de l'endettement net	19	-350 141	-501 153	-405 431	-953 988
Autres produits et charges financiers		1 231 614	262 017	-976 605	-39 524
Autres (pertes) / profits nets		-548 327	-169 094	285 651	282 865
Dotations et reprises aux provisions financières		0	0	0	0
Résultat financier (IV)		333 146	-408 230	-1 096 385	-710 647
Résultat Courant avant impôt (V = III + IV)		1 446 528	-2 143 893	-405 212	-3 649 138
Impôt sur le résultat	20	-166 459	107 526	-91 900	-171 651
Produits (charges) des activités abandonnées		-837	22 704	-18 256	31 036
Résultat net		1 279 232	-2 013 663	-515 368	-3 789 753
Résultat net de base par action		1,16	-1,83	-0,47	-3,44
Résultat net dilué par action		1,16	-1,82	-0,47	-3,44
Produits et charges comptabilisés sur capitaux propres					
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt		-13 371	-29 633	123 506	
Emprunt Obligataire convertible en actions		11 334		53 152	
Autocontrôle				-16 514	
Effet de change sur les postes de bilan		-301 255	-352 062	359 268	-130 622
Résultat global		964 606	-2 395 358	4 044	-3 920 375
Résultat global par action		0,87	-2,17	0,00	-3,56
Résultat global dilué par action		0,87	-2,17	0,00	-3,56

Etat de la situation financière

En Euros	Notes	30 SEPTEMBRE 2010	31 MARS 2010	30 SEPTEMBRE 2009
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	2 035 743	3 109 071	7 170 971
Créances d'exploitation	9	17 428 906	14 050 906	16 395 370
Instruments financiers dérivés		0	243 721	0
Stocks	8	10 965 813	4 901 070	9 413 938
Autres créances d'exploitation	10	870 403	790 012	946 537
		31 300 865	23 094 780	33 926 816
Actifs destinés à être cédés		26 933	77 592	101 552
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	5	7 209 904	7 931 503	8 317 805
Immobilisations corporelles	6	466 369	557 031	650 652
Immobilisations financières	7	315 056	416 202	405 698
Impôt différé actif		1 266 738	1 423 056	1 643 928
		9 258 067	10 327 792	11 018 083
TOTAL ACTIF		40 585 865	33 500 164	45 046 451
 Dettes courantes				
Concours bancaires courants	14	8 471 852	13 252 998	21 646 376
Dettes financières - Part courante	14	3 882 018	3 234 119	4 298 551
Dettes d'exploitation	17	14 280 434	7 462 321	7 308 126
Dettes d'impôt société	20	27 960	42 141	18 158
Provisions - Part courante	16	13 255	13 255	13 255
Instruments financiers dérivés	26	324 662	0	237 871
Autres dettes d'exploitation	17	3 325 914	3 123 158	2 997 280
		30 326 095	27 127 992	36 519 617
Dettes courantes		242 993	307 889	311 891
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés				
Passifs non courants				
Dettes financières - Part non courante	14	3 868 604	1 583 424	1 630 850
Impôt différé passif	20	0	0	0
Provisions - Part non courante	15/16	321 652	591 933	445 209
Autres dettes non courantes	17	4 397 701	3 436 046	4 160 987
		8 587 957	5 611 403	6 237 046
Dettes non courantes		38 914 052	32 739 395	42 756 663
Total des dettes courantes et non courantes				
Capitaux propres	12			
Capital		3 883 266	3 883 266	3 883 266
Réserves et report à nouveau		-3 081 280	541 724	370 657
Ecarts de conversion		-652 398	-182 357	-262 363
Résultat de l'exercice	13	1 279 232	-3 789 753	-2 013 663
		1 428 820	452 880	1 977 897
Capitaux propres		40 585 865	33 500 164	45 046 451
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES				

Tableau des flux de trésorerie
consolidés

	CONSO 30/09/2010	CONSO 31/03/2010	CONSO 30/09/2009
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net part du groupe	1 279 232	-3 789 753	-2 013 663
Résultat net	1 279 232	-3 789 753	-2 013 663
Amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 059 571	2 248 582	1 140 216
(Diminution) augmentation des provisions risques et charges	-275 061	-57 968	-189 627
Impôts différés	164 727	239 054	-110 191
Instruments financiers	548 327	-237 182	214 416
Charges et produits financiers	-621 376	5 973	3 395
Redevances IAS 17	-54 042	-114 198	-60 157
Licences royalties	-1 155 124	-1 369 729	-489 777
Gains et pertes de change - Opérations non dénouées	-734 383	-365 379	-413 110
Marge brute d'autofinancement	1 211 871	-3 440 600	-1 918 498
Variation des éléments du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des stocks	-6 064 743	4 834 420	321 913
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	-4 614 455	1 948 775	196 032
(Augmentation) diminution des avances et acomptes fournisseurs	1 555 473	1 157 411	1 041 743
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	-399 409	344 531	64 368
(Diminution) augmentation des provisions court terme et long terme	4 780	4 217	-10 848
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs	6 388 537	395 355	1 319 351
(Diminution) augmentation des instruments financiers	20 056	0	0
(Diminution) augmentation des autres passifs circulants	1 614 030	-1 021 261	-2 273 324
Actifs et passifs des activités abandonnées	-14 237	19 611	-347
Pertes et gains de change sur éléments du bfr	734 383	365 379	413 110
Impôts différés	-8 409	9 403	-214 639
Variation des éléments du fonds de roulement	-783 994	8 057 841	857 359
Flux de trésorerie d'exploitation	427 877	4 617 241	-1 061 139
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-118 974	-540 695	-55 835
Acquisitions d'immobilisations corporelles	0	0	-2 745
Acquisitions d'immobilisations financières	93 710	-23 686	2 146
Flux de trésorerie d'investissements	-25 264	-564 381	-56 434
FLUX DE FINANCEMENT			
Augmentation des dettes court terme	850 729	0	0
Remboursement des dettes court terme	-196 000	-2 495 138	-1 413 918
Augmentation des dettes long terme	2 953 768	0	0
Remboursement des dettes long terme	0	0	-20 826
- apports associés en quasi fonds propres	0	0	0
Flux de trésorerie de financement	3 608 497	-2 495 138	-1 434 744
Effet de change	-301 255	-130 622	-352 062
Comptabilité de couverture	-13 371	0	0
Variation de trésorerie de la période	3 707 818	1 427 100	-2 904 379
Trésorerie d'ouverture	-10 143 927	-11 571 027	-11 571 027
Trésorerie de clôture	-6 436 109	-10 143 927	-14 475 406

Variation des capitaux propres consolidés

En Euros	Capital souscrit	Prime d'émission	Autres Réserves	Stocks options	E.O.C.A.	Ecarts de conversion	Auto détention	Couverture de flux de trésorerie net	Résultat de l'exercice	TOTAL CAPITAUX PROPRES
31 MARS 2009	3 883 266	0	4 142 954	39 780	53 152	-220 520	-296 683	-444 592	-2 784 102	4 373 255
Affectation du résultat			-2 784 102					444 592	2 784 102	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt			-444 592							0
Emprunt Obligataire Convertible en Actions (E.O.C.A.)						-130 622				0
Variation des écarts de conversion									-3 789 753	-130 622
Résultat de l'exercice 2008-2009										-3 789 753
31 MARS 2010	3 883 266	0	914 260	39 780	53 152	-351 142	-296 683	0	-3 789 753	452 880
Affectation du résultat			-3 789 753					-13 371	3 789 753	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt										-13 371
Emprunt Obligataire Convertible en Actions (E.O.C.A.)					11 334					11 334
Variation des écarts de conversion						-301 255				-301 255
Résultat du premier semestre 2010-									1 279 232	1 279 232
30 SEPTEMBRE 2010	3 883 266	0	-2 875 493	39 780	64 486	-652 398	-296 683	-13 371	1 279 232	1 428 820

Annexe aux états financiers consolidés

Environnement

L'activité semestrielle a été réalisée dans un environnement financier, et particulièrement bancaire, encore difficile. Sur cette période, le groupe LEXIBOOK a néanmoins bénéficié de lignes bancaires suffisantes pour financer les productions.

Malgré la mise en sommeil des filiales et le recentrage sur la France et Hong-Kong exclusivement, le Groupe a réussi à faire progresser son chiffre d'affaires. L'activité consolidée de l'exercice clos au 30 septembre 2010, est en hausse de 20%. Le chiffre d'affaires consolidé se porte ainsi à 20.6 millions d'euros contre 17.2 millions d'euros au 30 septembre 2009.

Lexibook a consolidé ses positions commerciales dans les pays définis comme prioritaires en particulier en Europe et en s'appuyant sur la France, pays dans lequel Lexibook est un acteur majeur du jouet. Cette situation montre la nouvelle répartition de l'activité entre les ventes **FOB** Hong-Kong (facturation domestique, ne prenant pas à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique) et **non FOB**.

Faits marquants de l'exercice

Le 26 avril 2010, un accord de conciliation a été signé avec nos partenaires bancaires et financiers

Les principaux termes de cet accord sont :

- 1) Engagements des banques
 - a. Conversion d'un crédit de campagne et découverts autorisés en un crédit moyen terme de 3,92 M€ sur 5 ans, amortissable trimestriellement en capital et intérêts.
 - b. Maintien des lignes de crédit consenties à Lexibook Hong Kong (5,3 M\$ de lettre de crédit stand by et 6 M€ de contre garantie au profit de banques de Hong Kong pour ouvertures de lignes à la société Lexibook Hong Kong) et des lignes de crédits documentaires actuelles ou équivalent consenties à la société Lexibook France (3,89 M€ et 2,39 M\$ de lignes de crédits documentaires) jusqu'au 31 janvier 2011.
 - c. Mise en place de nouvelles lignes de crédits documentaires import à hauteur de 3,5 M€ au profit de Lexibook France jusqu'au 15 novembre 2010.
 - d. Mise en place par un nouveau partenaire bancaire d'un crédit de campagne de 1,85 M€ et d'une facilité de caisse de 0,15 M€, échéance 30 novembre 2010.
- 2) Engagements de l'obligataire
 - a. Report du remboursement de l'emprunt obligataire de 1,5 M€ initialement prévu au 30 septembre 2011 au 26 avril 2015.
 - b. Renonciation aux intérêts dus à compter du 26 avril 2010 jusqu'à l'échéance de l'emprunt obligataire reportée au 26 avril 2015.
 - c. Conversion en actions des intérêts courus et de la prime de non conversion courue.
- 3) Engagements des actionnaires majoritaires (MM Aymeric, Emmanuel et Luc Le Cottier)
 - a. Apport de 1,4 M€ en compte courant bloqués d'associés le 28 avril 2010
 - b. Conversion de ce compte courant à la faveur d'une augmentation de capital à intervenir dans les meilleurs délais.
 - c. Recherche d'investisseurs, dans les meilleurs délais afin de renforcer les fonds propres du Groupe à hauteur d'au moins 6 M€ (dont la somme de 1,4 M€ bloquée en compte courant).
- 4) Toujours dans le cadre du protocole et dans la clause de revoir, des négociations sont en cours avec les banques. Une première réunion a eu lieu avec les partenaires financiers le 25 novembre 2010 pour renouveler les lignes de crédit à l'identique, sous l'égide de la médiation. Une seconde réunion est prévue le 21 décembre 2010 pour enterrer les discussions.

Les conséquences comptables effectives et attendues sont les suivantes

- 1) Une amélioration de notre résultat financier via une diminution des charges financières (sur le semestre, diminution des charges financières de 125 K€ : grâce à la conversion des lignes CT en MT réduisant l'impact des frais liés aux utilisations de lignes CREDOC supérieures de 3.5 M€ par rapport à l'exercice précédent)
- 2) Une meilleure trésorerie qui nous a permis de financer les productions
- 3) Une amélioration de nos capitaux propres : l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 20 septembre 2010 a voté les autorisations nécessaires en vue de levées de fonds dont la première matérialisation sera une augmentation de capital qui devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2011.
- 4) Les hypothèses de valorisation que nous avons retenues pour traiter les incidences de l'accord de conciliation du 26 avril 2010 sur l'emprunt obligataire souscrit auprès de Turenne Capital, nous ont conduits à analyser l'accord de conciliation conformément à IAS 32 et IAS 39 en deux temps comme suit :
 - 1) Extinction de l'OCEANE (échéance 30/09/2011) existante dont les caractéristiques ont été significativement modifiée lors de la restructuration. Cette extinction a donné lieu à l'annulation de la dette comptabilisée au bilan pour une valeur de 1 378 K€ en contrepartie de la livraison d'un ensemble d'instruments pour une juste valeur totale de 959 K€, la différence ayant été comptabilisée en résultat financier de la période.
 - 2) Reconnaissance à leur juste valeur des instruments émis au moment de l'extinction de l'OCEANE :

- a) Action propres : reconnaissance en compte de tiers d'une émission d'actions propres à réaliser pour une valeur de 223K€
- b) OCEANE (échéance 26/04/2015) aux nouvelles conditions :
 - i) JV de la composante dette pour 719K€ : elle est reconnue pour une valeur égale aux flux restants à payer après prise en compte de la restructuration. Ces flux sont actualisés au taux auquel Lexibook aurait pu en théorie emprunter sur 5 ans compte tenu du spread de crédit de sociétés de même profile à la date de l'accord.
 - ii) JV de la composante capitaux propres pour 17K€ : elle est reconnue en capitaux propres et représente l'option de conversion (à 14€50) conservée par les porteurs de l'OCEANE.

Par ailleurs :

- La date de l'opération retenue est celle de l'accord de conciliation soit le 26 avril 2010.
- Au cours des prochains exercices, une charge d'intérêts (non décaissée) sera constatée. Cette charge financière viendra comptablement augmenter la valeur nette comptable de la dette (719K€ à la date de l'accord le 26/4/2010) jusqu'à la date de son remboursement in-fine le 26/04/2015 pour sa valeur nominale soit pour 1 500 K€

Réorganisation du groupe

Comme annoncé lors du dernier communiqué, le groupe a engagé une forte réorganisation :

- 1) de sa chaîne d'approvisionnement, qui passe par une centralisation de ses activités sur sa plateforme située à Anvers, afin de gagner en efficacité et rentabilité, ce qui a permis une diminution à la fois des dépenses liées à la chaîne logistique de l'ordre de 19% et de celles liées au personnel d'environ 18%,
- 2) de son circuit de distribution autour d'une nouvelle répartition de l'activité entre les ventes FOB depuis Hong-Kong (facturation domestique, ne prenant pas à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique) et non FOB. Permettant ainsi au groupe Lexibook de conserver le chiffre d'affaires qui était réalisé par les autres filiales du Groupe LEXIBOOK au cours des exercices précédents.

Note 1 – Référentiel comptable

12.2 – Généralités

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2010 reflètent la situation comptable de Lexibook S.A. et de ses filiales (ci-après le Groupe »).

Le Directoire a arrêté les états de synthèse consolidés au 30 septembre 2010 le 23 novembre 2010.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés annuels du Groupe Lexibook au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2010 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC). Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2010 sont conformes à ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 31 mars 2010.

Les amendements suivants sont restés applicables pour la préparation des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2010 :

- ✓ les amendements aux normes IAS 39 et IFRS 7 (Reclassement d'actifs financiers) qui permettent le reclassement sous conditions de certains actifs financiers. Le Groupe n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers.
- ✓ IFRS 8 (Segments opérationnels) dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. La norme IFRS 8, qui remplace IAS 14, impose que les secteurs opérationnels, tels que présentés au titre de l'information sectorielle, soient identifiés sur la base des données internes utilisées par la Direction du Groupe.
- ✓ IAS 1 révisée (Présentation des états financiers) dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ce texte n'aura pas d'incidence sur la situation financière du Groupe mais modifiera la présentation de ses états financiers,
- ✓ IFRIC 13 (Programme de fidélité client), et IFRIC 16 (Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger).

Les comptes consolidés semestriels ne tiennent pas compte :

- des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC, à la date de clôture ;
- des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable européen à la date de clôture des comptes consolidés annuels. Il s'agit en particulier :

1.2 – Evolution des principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe Lexibook dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2010 sont identiques à celles utilisées par le Groupe Lexibook au 31 mars 2010. Le Groupe a, en particulier, procédé à l'arrêté de ses comptes en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Le maintien de ce principe repose sur l'hypothèse du renouvellement des financements bancaires discutés dans le cadre de la clause « de revoir » figurant dans l'accord de conciliation du 26 avril 2010 (cf paragraphe « faits marquants de l'exercice »), celui-ci étant nécessaire au fonctionnement normal de la société.

Pour cette raison un certain nombre d'actifs ont été maintenus à leur valeur nette comptable, et en particulier les actifs suivants :

Actifs non courants		
immobilisations incorporelles		7 209 904
impôt différé actif		1 266 738
	<i>Actifs non courants</i>	8 476 642

Si l'application du principe de continuité d'exploitation n'avait pas été retenue ces actifs en particulier auraient dû être dépréciés en tout ou partie.

1.3 – Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Note 2 Périmètre et méthodes de consolidation

2.1 – Périmètre

Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe Lexibook contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix à l'exclusion des sociétés ne présentant pas – de par leur taille – un caractère significatif au regard des comptes consolidés du groupe.

2.2 – Méthode de consolidation

Le groupe utilise comme méthode de consolidation, pour l'intégralité de ses filiales, l'intégration globale, car celles-ci sont toutes contrôlées de manière exclusive. Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste.

2.3 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- Les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice à l'exception des comptes de capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés.
 - Les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice.
- L'incidence des ajustements de conversion est inscrite directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres.

2.4 – Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 30 septembre 2010 est fourni dans la note 25.

Note 3 – Règles comptables et méthodes d'évaluation

3.1 – Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Compte tenu de la typologie de ses clients le chiffre d'affaires brut du groupe fait l'objet de remises ou d'éléments soustractifs et en particulier de remises de fin d'année et de participations publicitaires. Ces dernières étaient comptabilisées en moins du chiffre d'affaires dans le précédent référentiel. Au regard des IFRS, et s'agissant de prestations achetées à nos clients, les participations publicitaires sont comptabilisées en charge (ligne « services extérieurs ») du compte de résultat.

3.2 – Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part correspondante des capitaux propres après valorisation à leur juste valeur des éléments d'actifs et passifs achetés.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de valeur lors de chaque clôture annuelle ou ponctuellement en cas d'indices de pertes de valeur liés à l'apparition d'indicateurs de performance défavorables.

L'ensemble des goodwills du Groupe est totalement amorti depuis l'exercice 2002. Les principes de cette norme n'ont pas trouvé à s'appliquer dans le cadre de l'arrêté au 30 septembre 2010.

3.3 Actifs incorporels

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de développement sont activés lorsque l'ensemble des critères (IAS 38) ci-dessous sont remplis :

- 1) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle.
- 2) intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- 3) capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- 4) validation du business plan mettant en évidence le caractère profitable du projet par le comité de pilotage afin de démontrer que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.
- 5) la disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement. ;
- 6) la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Cette validation formalisée par projet permet au projet d'entrer dans sa phase de capitalisation dite « phase 1 ». Les coûts engagés avant en « phase 0 » sont tous passés en charge et la période de capitalisation des coûts de R&D s'arrête lorsque les développements sont achevés et au plus tard, lorsque le produit passe en phase de commercialisation dite « phase 2 ».

Chaque projet répondant à ces critères fait l'objet d'une demande d'investissement accompagnée d'une étude de rentabilité qui est soumise au comité de direction. L'approbation du comité marque le point de départ du projet et des investissements. Les projets sont traités comme des immobilisations en cours jusqu'à la date de la première vente (hors groupe), date qui correspond à la fin de l'activation des coûts et au point de départ des amortissements. Les dépenses ultérieures relatives aux actifs incorporels sont capitalisées si elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif spécifique auquel elles se rapportent, et que ce coût peut être évalué et attribué à l'actif de façon fiable.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les dépenses activées initialement et correspondant à des projets abandonnés (technologies communes ou composants mutualisés) ne pourront être réaffectées à de nouveaux projets que de façon exceptionnelle c'est-à-dire dans le cas où la demande d'investissement du projet arrêté le prévoit. Dans le cas contraire, le projet sera intégralement déprécié.

Les dépenses liées aux activités de développement sont amorties sur la base d'un plan d'amortissement établi au regard d'un prévisionnel de ventes (si la demande d'investissement présente un prévisionnel de ventes de 500, 400 et 100 respectivement les années 1, 2 et 3 l'amortissement sera de 50%, 40% et 10%).

Des tests d'impairment par projet sont mis en œuvre :

- de façon systématique avant la fin de l'exercice au cours duquel le produit rattaché au projet activé est mis en service,
- en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur, individuellement, à chaque arrêté. Pour le Groupe le principal indice de perte de valeur est un écart sur 12 mois entre les ventes ou les marges réalisées en retrait de plus de 10% par rapport au plan initial utilisé pour la validation du projet en phase 1 (début de la capitalisation).
- Les projets qui ne remplissent plus les critères de capitalisation sont « mis au rebut » immédiatement.
- Pour le test d'impairment, la valeur recouvrable basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie découlant du projet est recalculée puis elle est comparée à la valeur nette comptable de l'actif à la date du test (valeur nette comptable au bilan pour l'arrêté. Si la valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle nette, une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour la différence.

Le taux d'actualisation des cash-flows utilisé est de 11% (au 30 septembre 2010) et la durée des cash-flows peut varier selon les familles de produits de 2 à 4 ans.

CONCESSIONS DE LICENCES

Conformément au traitement préconisé par IAS 38 (immobilisations incorporelles), les droits relatifs aux concessions de licences ont été immobilisés. Les flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de ces actifs peuvent varier selon différentes hypothèses.

Les hypothèses prudentes induisant une valeur basse des flux attendus correspondent le plus souvent aux montants des minimums garantis que l'entreprise s'est engagée à verser aux sociétés qui lui concèdent les droits. C'est cette valeur qui a été retenue comme représentative du coût de ces actifs.

Les modes d'amortissement retenus sont ceux préconisés par la norme IAS 38 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie. Ainsi, l'amortissement commence dès que les licences sont exploitées. Il reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque licence. Au cas où les avantages économiques retirés de ces concessions de licence sont supérieurs au plan d'amortissement initial basé sur les minimums garantis, une dotation complémentaire est comptabilisée.

Les durées d'amortissement sont les durées pendant lesquelles les droits sont concédés.

Les licences de marque portées à l'actif font l'objet d'un test de dépréciation lors de chaque arrêté sur la base de l'estimation par le management des flux futurs attendus de l'utilisation des licences sur la durée résiduelle des contrats.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le groupe a procédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 à une opération d'échange de marchandises. En contrepartie des produits échangés il a reçu une « ligne de crédit » (APC) utilisable pour un paiement partiel ultérieur éventuel de certaines de ses dettes fournisseurs.

Dans les comptes consolidés, cette opération est analysée comme un échange de biens dissemblables : échange d'un stock contre une immobilisation incorporelle donnant droit à des rabais sur des biens ou services futurs.

- Conformément à IAS 18 §12 et §14, le chiffre d'affaires est enregistré à la date de l'échange pour la juste valeur du stock juste avant l'échange en contrepartie d'une immobilisation incorporelle correspondant aux APC pour le même montant (c'est-à-dire pour une valeur proche de sa valeur nette de réalisation des stocks échangés), dans la mesure où tous les critères énumérés par IAS 18 §14 sur les ventes de biens étaient remplis.
- Aucune marge n'est constatée au compte de résultat au moment de l'échange.
- Un test de dépréciation de valeur est mis en œuvre sur les APC une fois par an, de façon systématique, pour s'assurer que la valeur recouvrable des APC est supérieure à leur valeur nette comptable au bilan de clôture.

Dans les comptes sociaux, le traitement comptable fondé sur le PCG art. 321-3 selon les règles françaises est identique au traitement comptable décrit en IFRS.

Concernant les utilisations faites durant l'exercice, la valeur nette de l'immobilisation est diminuée du montant utilisé (avec en contrepartie une réduction de la dette fournisseur).

Il n'y a pas d'impact résultat sur l'exercice écoulé. Au bilan les utilisations du semestre ont conduit à diminuer la valeur de l'immobilisation de 49.114 euros avec pour contrepartie une diminution de la dette fournisseur du même montant. Par ailleurs, il a été considéré que compte tenu des consommations annuelles, les APC n'avaient pas perdu de valeur et allaient pouvoir être « consommés » d'ici le 31 mars 2018.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur éventuelles.

Les autres actifs incorporels incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel sur une période maximale de 5 ans.

3.4 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur valeur historique diminuée des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Immeuble	12 ans
· Matériels de transport	3 à 5 ans
· Matériels et outillages	3 à 10 ans
· Matériel informatique	3 à 5 ans
· Matériel de bureau	5 à 10 ans
· Agencements et installations	3 à 10 ans

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.5 – Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location – financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location – financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les principaux contrats de location portés par le groupe Lexibook sont des contrats de location financement dont le principal contrat est celui lié au siège social en France avec une valeur brute de 1 024 500 € amorti sur 12 ans.

3.6 Clients et affacturage

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le Groupe procède couramment à des opérations d'affacturage de ses créances clients dans le cadre de son cycle d'exploitation ; ces créances doivent, dans le cadre des IFRS, faire l'objet d'une réintégration dès lors qu'il est établi que les avantages et les risques inhérents à ces créances demeurent à la charge du Groupe. Cet exercice a conduit le groupe à procéder à des réintégrations sous la rubrique « Créances Clients », en contrepartie desquelles une dette financière est constatée. Par ailleurs les dépôts de garanties octroyés dans le cadre du contrat d'affacturage font l'objet d'un reclassement sous la rubrique « Avances et Acompte versés ».

La totalité des programmes d'affacturage est consolidé lors de chaque arrêté.

Les principales caractéristiques des principaux contrats en vigueur à la date de clôture sont les suivantes :

Caractéristiques	France - 1	France - 2
Réserve	18%	22%
Retenue de garantie	15%	15%
Commission d'affacturage	0,49%	0,27%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,6 points	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,6 points

3.7 Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition.

En termes de dépréciation, la méthode diffère en fonction du type de stock

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 5% à 100%

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an

3.8 Emprunts portant intérêts

A la date du 15 septembre 2008, Lexibook a procédé à l'émission de 103 449 obligations convertibles avec les caractéristiques suivantes :

- Date de souscription : 30/09/2008,
- Nominal : 14,50 €,
- Taux d'intérêt nominal : 7% l'an,
- Périodicité du coupon : Semestriel, payable 30 mars et 30 septembre,
- Echéance : 30/09/2011,
- Remboursement au gré de la société : Possible à tout moment entre le 30 septembre 2010 et 45 jours avant l'échéance pour un maximum de 34 483 obligations convertibles,
- Prix de conversion : 14,50 €,
- Parité de conversion : 1 pour 1,
- Dilution maximum possible : 8,40 % (dont actions d'autocontrôle) 8,58 % (hors actions d'autocontrôle).

Dans le cadre de l'accord de conciliation signé le 26 avril 2010, l'obligataire s'est engagé à

- a. Reporter le remboursement de l'emprunt obligataire de 1,5 M€ au 26 avril 2015.
- b. Renoncer aux intérêts dus à compter du 26 avril 2010 jusqu'à l'échéance du 26 avril 2015.
- c. Convertir en actions les intérêts courus (59 548,36 €) et la prime de non conversion courue (193 855,60 €), soit 36 201 actions nouvelles.

Emprunt obligataire convertible ou remboursable en actions (« OCEANE »)

Cet instrument financier dit « hybride » contient à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39 « Instruments financiers », la part revenant en capitaux propres correspond à la différence entre la valeur nominale de l'émission et la composante dette. Cette dernière est calculée comme étant la juste valeur d'une dette sans option de conversion et ayant des caractéristiques identiques. La valeur inscrite en capitaux propres correspondant à l'option de conversion n'est pas réévaluée durant la vie de l'emprunt. La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur sa durée de vie estimée.

3.9 Provision pour retraite et obligations assimilées

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Ces provisions sont calculées par application d'une méthode actuarielle qui prend notamment en compte :

- l'évolution prévisible des salaires ;
- la rotation des effectifs ;
- le risque de mortalité ;
- un taux d'actualisation financière et, le cas échéant, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

3.10 Rémunération sur base d'actions

Lexibook S.A. dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions au 30 septembre 2010. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options sur la base du modèle d'évaluation binomial. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres.

3.11 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

3.12 Impôts différés

Les impôts différés résultant des différences temporaires liées aux retraitements de consolidation et aux différences entre les résultats comptables et les résultats fiscaux sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Toutes les différences donnent lieu à la comptabilisation d'un impôt différé par application du principe de « la conception étendue ».

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les pertes fiscales activées sont imputables sans limitation de durée et ne sont activées que sur les deux entités France et Hong Kong qui sont les deux seules entités encore existantes à l'achèvement de notre réorganisation

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

3.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les comptes courants des factors. Les découvertes bancaires figurent au bilan en passif courants sous la rubrique concours bancaires courants.

3.14 Information sectorielle

L'information sectorielle est dispensée à deux niveaux :

- 1^{er} niveau l' «activité», analysée selon les méthodes utilisées pour distribuer les produits : FOB / NON FOB
- 2nd niveau le « secteur géographique ».

Lexibook a choisi de retenir comme axe d'analyse prioritaire dans son Reporting interne les méthodes qu'il utilise pour distribuer ses produits à ses clients, et en particulier une distribution « départ Hong Kong » (incoterm FOB) opposée à une distribution « rendu » chez le client. En effet, ces deux méthodes de distribution ont des modes de fonctionnement qui leur sont propres et des rentabilités, par nature, différentes.

3.15 Actifs et passifs financiers

3.15.1 Classement des actifs et passifs financiers et modalités d'évaluation

3.15.1 A Instruments financiers dérivés

3.15.1 Aa Champ d'application

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe Lexibook conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

3 15.1 Ab Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe Lexibook peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net. Dans ce dernier cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, hors part inefficace des couvertures.

3 15.1 Ac Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe Lexibook utilise des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change

Les critères retenus par le Groupe Lexibook pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- (1) l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125% ;
- (2) en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- (3) l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- (4) l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie.

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables où les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert).

Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

Le Groupe Lexibook n'applique pas la couverture de juste valeur et la couverture d'un investissement net.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe Lexibook étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois, dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe Lexibook, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retour vers l'extérieur du Groupe Lexibook.

3 15.1 Ad Instruments financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en « Autres profits (pertes) – net ».

Note 4 – Variation du périmètre de consolidation

La filiale Polonaise est en cours de liquidation. Ses actifs et passifs sont présentés, conformément à la norme IFRS 5, sous les rubriques « Actifs destinés à être cédés » et « Passifs liés à des actifs destinés à être cédés ».

Note 5 – Immobilisations incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmentati on	Diminuti on	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Frais de recherche et développement	5 736 729		173 485			-78 696	5 831 518
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	10 485 974		1 120 900			183	11 607 057
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	364 896						364 896
Ecarts d'acquisition	103 565						103 565
Autres immobilisations incorporelles	574 955				-49 114		525 841
TOTAL	17 266 119		1 294 385	0	-49 114	-78 513	18 432 877
Flux d'amortissements des immobilisations incorporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Diminu-tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Amort / Frais de recherche et développement	3 151 171		603 625			-73 264	3 681 532
Amort / Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	5 658 289		1 356 876	-15 883	-1	148	7 031 195
Amort / Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	364 895				1		364 896
Amort / Ecart d'acquisition	103 565						103 565
Amort / Autres immobilisations incorporelles	56 696		16 855				73 551
TOTAL	9 334 616	0	1 977 356	-15 883	0	-73 116	11 254 739
Valeur nette des immobilisations incorporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Diminu-tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Frais de recherche et développement	2 585 558		430 140			-5 432	2 149 986
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail) (1)	4 827 685		220 093		1	35	4 607 628
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	1				-1		0
Ecarts d'acquisition	0						0
Autres immobilisations incorporelles (2)	518 259		16 855	-49 114			452 290
TOTAL	7 931 503	0	667 088	-49 114	-5 397	7 209 904	

- (1) dont 4 598 481 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de l'activation de ces minimas garantis en autres dettes d'exploitation part courante (2 312 819 euros – cf note 17.2) et en autres dettes d'exploitation part non courante (2 997 701 euros – cf note 17.3)
- (2) dont 415 308 € liés aux « Assets purchases Credit » évoqués en 3.3

Les quatre licences principales au 30 septembre 2010 sont MATTEL, MARVEL, FERRARI et DISNEY. Ces licences représentent plus de 90% du poste net. Les durées de concessions de ces licences sont en moyenne de 5 ans

Note 6 – Immobilisations corporelles

Flux d'immobilisations corporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Diminu-tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Installations tech, mat et outillages ind.	685 601		20 478	-30		-5 978	700 071
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	744 201		47 312	-85 745		2 721	708 489
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	1 457 849			-40 460			1 417 389
Immobilisations corporelles en cours	0						0
TOTAL	2 887 651		67 790	-126 235	0	-3 257	2 825 949
Flux d'amortissements des immobilisations corporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Diminu-tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Amort / Installations tech, mat et outillages ind.	621 846		18 448			-4 971	635 323
Amort / Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	565 952		30 562	-25 029		1 322	572 807
Amort / Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	1 142 822		49 088	-40 460			1 151 450
Amort / Immobilisations corporelles en cours							0
TOTAL	2 330 620		98 098	-65 489	0	-3 649	2 359 580
Valeur nette des immobilisations corporelles en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen-tation	Diminu-tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Installations tech, mat et outillages ind.	63 755		2 000			-1 007	64 748
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	178 249			-43 966		1 399	135 682
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	315 027			-49 088			265 939
Immobilisations corporelles en cours							0
TOTAL	557 031		2 000	-93 054	0	392	466 369

Note 7 – Immobilisations financières

Immobilisations financières en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen - tation	Diminu - tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Créances rattachées à participations	308 294			-65 442			242 852
Dépôts et cautionnements	107 908		2 958 395	-2 994 429		330	72 204
Autres							
TOTAL	416 202		2 958 395	-3 059 871		330	315 056
Provisions sur immobilisations financières en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen - tation	Diminu - tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Créances rattachées à participations	0						0
Prov / Autres							
TOTAL	0						0
Immobilisations financières nettes en €	31/03/2010	Mouv. de Périmètre	Augmen - tation	Diminu - tion	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2010
Créances rattachées à participations (1)	308 294			-65 442		0	242 852
Dépôts et cautionnements	107 908		2 958 395	-2 994 429		330	72 204
Autres							0
TOTAL	416 202		2 958 395	-3 059 871		330	315 056

(1) Compte courant de la filiale Polonaise qui trouve sa contrepartie au passif sur la ligne « passifs liés à des actifs destinés à être cédés »

Note 8 – Stocks

Stocks en €	Valeur brute	Depreciation	Valeur	Valeur
			30/09/2010	nette
Marchandises	12 210 594	1 244 781	10 965 813	4 901 070
TOTAL	12 210 594	1 244 781	10 965 813	4 901 070

Note 9 – Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute	Dépréciations	Valeur	Valeur nette 31/03/2010
			30/09/2010	
Clients	13 784 012	574 071	13 209 941	8 595 486
Charges constatées d'avance (1)	1 487 339		1 487 339	1 168 321
Avances et acomptes versés (2)	2 731 626		2 731 626	4 287 099
TOTAL	18 002 977	574 071	17 428 906	14 050 906

(1) Dont 1 040 499 euros liés aux minima garantis des licences qui sont concédées à l'entreprise

(2) Dont 2 515 028 euros liés au retraitement (réserves) de l'affacturage indiquée en note 3.6

Créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Clients	5 513 104	-60 015	0	7 756 852	13 209 941
Charges constatées d'avance	0	4 313	318 260	1 164 766	1 487 339
Avances et acomptes versés	83 141	37 736	23 747	2 587 002	2 731 626
TOTAL	5 596 245	-17 966	342 007	11 508 620	17 428 906

Créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Clients	6 171 558	6 300 043	738 340		13 209 941
Charges constatées d'avance	325 303	222 846	689 190	250 000	1 487 339
Avances et acomptes versés	622 319	948 189	1 161 118		2 731 626
TOTAL	7 119 180	7 471 078	2 588 648	250 000	17 428 906

Note 10 – Autres créances d'exploitation

Autres créances d'exploitation en €	30/09/2010	31/03/2010
Créances au personnel et comptes rattachés	8 945	9 262
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	781 476	696 307
Comptes courants actifs		
Autres débiteurs courants	79 982	84 443
TOTAL	870 403	790 012

Autres créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés				8 945	8 945
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques		173 216	31 360	576 900	781 476
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	366		27 063	52 553	79 982
TOTAL	366	173 216	58 423	638 398	870 403

Autres créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés	8 945				8 945
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	329 404	300 869	151 203		781 476
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	366	79 616			79 982
TOTAL	338 715	380 485	151 203	0	870 403

Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie en €	30/09/2010	31/03/2010
Valeurs mobilières de placement		
Banques, établissements financiers et assimilés	2 035 743	3 109 071
TOTAL	2 035 743	3 109 071

Trésorerie et équivalents de trésorerie par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Valeurs mobilières de placement					
Banques, établissements financiers et assimilés	509 387	230 368	0	1 295 988	2 035 743
TOTAL	509 387	230 368	0	1 295 988	2 035 743

Note 12 – Capitaux propres

12.1 Ecarts de conversion

Les écarts de conversion proviennent des filiales situées à Hong Kong, en Angleterre, aux USA et en Pologne.

12.2 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Au 30 septembre 2010, le Groupe dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions.

Ces plans ont les caractéristiques suivantes :

	Plan N°1	Plan N°2
Date d'assemblée	15-juin-99	27-juin-00
Date du Conseil d'Administration	16-juin-99	28-juin-00
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	1 000	2 400
dont :		
- nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par le Comité de Direction	1 000	1 500
- nombre de dirigeants concernés	2	2
Point de départ d'exercice des options	17-juin-2004	29-juin-2005
Date d'expiration	16-juin-2019	28-juin-2020
Prix de souscription	19,01 €	18,69 €
Nombre d'actions souscrites au 30/09/2010	0	0
Personnes concernées :	2	6
dont :		
- Membres du Comité de Direction	2	3
- Direction des Achats et de la Logistique		1
- Direction Commerciale		1
- Direction Financière		1
- Direction du Marketing et du Développement		1

La possibilité d'exercice des options du Plan N°2 est ouverte depuis le 29 juin 2005.

En application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés ont fait l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2005. Ce mode de rémunération est décrit en note 3.10.

Le nombre d'options d'acquisition d'actions restant à exercer à la clôture est de 3 400.

Note 13 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Résultat net par action	30/09/2010	30/09/2009
Résultat net part du Groupe en €	1 279 232	-2 013 663
Nombre d'actions en circulation	1 102 228	1 102 228
Résultat en euros par action	1,16	-1,83

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

Résultat net dilué par action	30/09/2010	30/09/2009
Résultat net part du Groupe en €	1 279 232	-2 013 663
Nombre d'actions et instruments dilutifs en circulation	1 105 628	1 105 628
Résultat dilué en euros par action	1,16	-1,82

Note 14 – Dettes financières

Dettes financières en €	30/09/2010	31/03/2010
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	4 745 213	1 682 863
Intérêts courus sur emprunts	33 020	
Autres emprunts et dettes assimilées (2)	11 444 241	16 387 678
Total	16 222 474	18 070 541

- (1) Dont 768 151 € liés à l'emprunt obligataire convertible en actions, 3 724 000 € de crédit moyen terme et 253 062 € de crédit baux.
 (2) Dont 8 471 852 € de concours bancaires et 2 972 389 € liés à l'affacturage

14.1 Analyse par devise

Dettes financières 30-09-2010 par devises d'origine	Emprunts auprès des ets de crédit	Intérêts courus sur emprunts	Autres emprunts et dettes assimilées	Total
EUR	4 745 213	33 020	4 832 621	9 610 854
USD			2 855 522	2 855 522
HKD			3 756 098	3 756 098
GBP			0	0
Total	4 745 213	33 020	11 444 241	16 222 474

14.2 Analyse par échéances

Dettes financières en € 31 mars 2010	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
mprunts auprès des établissements de crédit (1) (2)	1 682 863	99 439	205 637	1 377 787
Intérêts courus sur emprunts	0			
Autres emprunts et dettes assimilées (3)	16 387 678	16 387 678		
Total	18 070 541	16 487 117	205 637	1 377 787

Dettes financières en € 30 septembre 2010	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
mprunts auprès des établissements de crédit (1) (2)	4 745 213	876 610	3 868 603	
Intérêts courus sur emprunts	33 020	33 020		
Autres emprunts et dettes assimilées (3)	11 444 241	11 444 241		
Total	16 222 474	12 353 871	3 868 603	0

(1) Dont emprunt obligataire convertible en actions 768 151 €

(2) Dont 253 062 euros de crédit bail.

(3) Dont 2 972 389 euros liés à l'affacturage

14.3 Ventilation taux fixe – taux variable

Ventilation de la dette par nature de taux	30/09/2010	31/03/2010
Taux fixe	768 151	1 377 787
Taux variable	15 454 323	16 692 754
Total	16 222 474	18 070 541

Note 15 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Les pensions et indemnités dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont constatées dans les comptes au moment de leur versement.

La méthode d'évaluation des engagements sociaux retenue est la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par la recommandation CNC n° 2003-R.01 du 1er avril 2003 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Cette approche équivaut à reconnaître, à la date de calcul, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations futures estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date de calcul et la date de départ en retraite. Implicitement, cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté. En conséquence, le calcul des prestations futures est effectué en fonction de l'ancienneté et du salaire estimé au jour du versement de la prestation (fin de carrière).

Le salaire est projeté jusqu'à la date de départ en retraite de la façon suivante :

Salaire en fin de carrière = Salaire en date de calcul * $(1 + \text{Taux de revalorisation du salaire})^{\text{durée restante}}$

Puis sont calculés les droits au terme et sont appliquées deux probabilités : une de survie et une de présence (id. non sortie par licenciement ou démission).

Enfin, un prorata (Ancienneté à la date de calcul / Ancienneté à échéance) et un facteur d'actualisation multiplient le résultat obtenu.

Les principales hypothèses retenues sont : retraite à 65 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 2%, Turn-over de 14,58% et taux d'actualisation de 2,72% (taux actuariel de l'OAT 10 ans Octobre 2020).

Le montant des engagements au 30 septembre 2010 est de 36 591 € contre 36 535 € au 31 mars 2010.

Note 16 – Autres provisions

Provisions pour autres risques en €	30/09/2010	31/03/2010
Provisions pour restructurations (1)	148 866	418 254
Provisions pour impôts	136 195	137 144
Provisions pour autres risques	49 846	49 790
TOTAL	334 907	605 188

(1) Dont provision pour coûts sociaux 114 828 € et autres coûts pour 34 038 €

Note 17 – Dettes d'exploitation

17-1 Dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation en €	30/09/2010	31/03/2010
Fournisseurs	11 633 209	5 244 672
Avances et acomptes reçus	2 647 225	2 217 649
TOTAL	14 280 434	7 462 321

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Dettes d'exploitation par devise d'origine					
Fournisseurs	6 437 994	44 446	574 245	4 576 524	11 633 209
Avances et acomptes reçus	392 036	193 903	0	2 061 286	2 647 225
TOTAL	6 830 030	238 349	574 245	6 637 810	14 280 434

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Dettes d'exploitation par échéance					
Fournisseurs	9 513 154	1 352 148	767 907		11 633 209
Avances et acomptes reçus	882 408	1 764 817			2 647 225
TOTAL	10 395 562	3 116 965	767 907	0	14 280 434

17-2 Autres dettes d'exploitation – Part courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part courante	30/09/2010	31/03/2010
Dettes au personnel et comptes rattachés	511 354	575 370
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	250 071	582 926
Autres crébiteurs - Courant	282 438	26 092
Fournisseurs d'immobilisations (1)	2 312 819	1 938 770
TOTAL	3 356 682	3 123 158

(1) dont 2 312 819 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés		20 746		490 608	511 354
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques				250 071	250 071
Autres créateurs - Courant			7 172	275 266	282 438
Fournisseurs d'immobilisations				2 312 819	2 312 819
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	0	20 746	7 172	3 328 764	3 356 682

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés	247 083	75 303	188 968		511 354
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	83 734	164 421	1 916		250 071
Autres créateurs - Courant	29 039		253 399		282 438
Fournisseurs d'immobilisations	192 735	385 470	1 734 614		2 312 819
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	552 591	625 194	2 178 897	0	3 356 682

17-3 Autres dettes d'exploitation – Part non courante

30/09/2010 31/03/2010

Autres dettes d'exploitation en € - Part non courante

Comptes courants créateurs (2)	1 400 000	30 072
Fournisseurs d'immobilisations (1)	2 997 701	3 405 974
TOTAL	4 397 701	3 436 046

- (1) dont 2 997 701 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.
 (2) Apports en comptes courants des associés du 26 avril 2010 destinés à être incorporés au capital, tel que mentionné dans l'accord de conciliation bancaire signé en avril 2010.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part non courante					
Comptes courants créateurs				1 400 000	1 400 000
Fournisseurs d'immobilisations				2 997 701	2 997 701
TOTAL	0	0	0	4 397 701	4 397 701

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance - part non courante					
Comptes courants créateurs			1 400 000		1 400 000
Fournisseurs d'immobilisations				2 997 701	2 997 701
TOTAL	0	0	1 400 000	2 997 701	4 397 701

Note 18 – Charges de personnel

Charges de personnel en €	30/09/2010	30/09/2009
Salaires	1 808 040	2 286 875
Charges sociales	478 265	568 985
Autres charges de personnel	76 115	19 119
TOTAL	2 362 420	2 874 979

Note 19 – Résultat financier net

	30/09/2010	30/09/2009
Coût de l'endettement net (produits / charges)		
Intérêts provenant de prêts	0	0
Charges d'intérêts	-350 141	-501 153
SOUS-TOTAL	-350 141	-501 153
Autres produits et charges financiers		
Dividendes	0	0
Produits des autres immobilisations financières		
Produits des placements	0	0
Gains de change	1 274 314	1 088 106
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Autres produits financiers	419 165	2 031
Transfert de charges financières		
Pertes de change	-430 554	-817 605
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Autres charges financières	-31 311	-10 515
Revalorisation d'instruments financiers à juste valeur	-548 327	-169 094
SOUS-TOTAL	683 287	92 923
Variation nette des dotations et reprises de provisions financières	0	0
SOUS-TOTAL	0	0
TOTAL	333 146	-408 230

Au 30 septembre 2010, l'enregistrement des produits dérivés dans le bilan à la valeur de marché s'est traduit par une perte de 548 327 €. Le résultat de la revalorisation de l'emprunt obligataire se traduit sur le semestre par un gain de 422 500 €.

Note 20 – Impôts sur les résultats

20.1 Charge d'impôts

Le groupe a considéré que les conditions de reconnaissances d'un nouvel actif d'impôt différé n'étaient pas réunies.

Analyse de la charge d'impôts :

Charge d'impôts en €	30/09/2010	30/09/2009
Impôts courants	-1 732	-2 665
Impôts différés	-164 727	110 191
Total	-166 459	107 526

Rapprochement entre la charge d'impôts et résultat avant impôts :

En €	30/09/2010	30/09/2009
Résultat Net Part du Groupe	1 279 232	-2 013 667
Intérêts minoritaires dans le résultat		
Charge d'impôt de la période	-166 459	107 526
Résultat taxable	<u>1 445 691</u>	<u>-2 121 193</u>
Taux d'imposition théorique de la société mère	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	-481 849	706 994
Différences temporaires		
Différences permanentes		
Déficits fiscaux non activés	-356 381	-636 484
Imputation des déficits reportables	69 329	9 693
Différentiel de taux d'imposition	233 877	-65 208
Autres éléments	368 565	92 532
Produit d'impôt	<u>-166 459</u>	<u>107 527</u>
Taux facial de l'impôt groupe	-11,51%	-5,07%

20.2 Impôts différés

Nature des soldes d'impôts différés au 30/09/10 :

En €	30/09/2010	31/03/2010
Impôts différés actifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur retraitement de consolidation	1 266 738	1 423 056
Total		
Impôts différés passifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur retraitement de consolidation		
Total		

Origine des impôts différés actifs et passifs :

En €	Actifs		Passifs		Net	Net
	30/09/2010	30/09/2010	30/09/2010	31/03/2010	31/03/2010	
Immobilisations incorporelles	115 489			115 489		29 969
Immobilisations corporelles		4 293		-4 293		-3 318
Stocks				0		0
Instruments financiers	108 211			108 211		-81 231
Autres actifs	35 832			35 832		48 148
Provisions	70 716			70 716		70 697
Instruments financiers				0		0
Autres passifs		254 184		-254 184		-40 737
Reports fiscaux déficitaires	1 194 967			1 194 967		1 399 528
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	-258 477	-258 477		0		0
Impôts différés actifs au bilan	1 266 738			1 266 738		1 423 056
Impôts différés passifs au bilan		0		0		0
TOTAL	1 266 738		0	1 266 738		1 423 056

Compte tenu de la nouvelle répartition des résultats qui ne concernent plus que les sociétés France et Hong Kong et des taux d'imposition respectifs (17.5% et 33.3%), le groupe peut raisonnablement penser que les déficits antérieurs activés pourront être imputés sur les exercices à venir.

Au 30 septembre 2010, le Groupe dispose de reports fiscaux déficitaires non utilisés et non activés dont l'échéance se répartit comme suit :

Maturité des déficits reportables €	Lexibook U.K.	Lexibook Iberica	Lexibook France	Lexibook H.K.	Lexibook Italia	Lexibook Electronica
31/03/2011				134 288		44 267
31/03/2012				133 993		
31/03/2013					416 289	
31/03/2014				69 368	321 227	
Illimité	3 803 674	447 237	2 608 261	812 848	295 891	
TOTAL	3 803 674	447 237	2 608 261	812 848	633 540	781 783

Note 21 – Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées. Les transactions se font au prix du marché.

21.1 Achats et ventes de biens et services

En €	30/09/2010	30/09/2009
Locations	110 690	110 690
Charges locatives	18 000	18 000
Total	128 690	128 690

21.2 Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération en €	30/09/2010	30/09/2009
Avantages à court terme partie fixe	109 800	173 259
Avantages à court terme partie variable	0	0
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme	10 774	10 774
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
paiements en action	0	0
Total	120 574	184 033

Note 22 – Engagements donnés et reçus

22.1 Engagements donnés

- Lexibook dispose, au 30 septembre 2010, d'engagements d'achat à terme de 9 818 117 dollars US à un cours moyen de 1.3194 dollars par euro.
- Lexibook s'est portée caution auprès de ses partenaires bancaires pour que des « stand-by letter of credit » soient ouvertes au profit de la filiale de Hong Kong, et ce pour 11 300 000 dollars US convertis au cours de clôture de 1,3648 dollars par euro.

Par ailleurs, Lexibook s'est portée caution auprès de la banque HSBC afin que celle-ci accorde à Lexibook Hong Kong une convention de facilité bancaire à hauteur de 2 000 000 dollars US convertis au cours de clôture de 1,3648 et 35 200 000 dollars hong kongais convertis au cours de 10.5918.

- Lexibook a signé deux garanties à première demande, en faveur de COFACREDIT, en garantie des contrats d'affacturage conclus par ses filiales :
 - LEXIBOOK UK Limited pour 350 000 livres sterling ;
 - LEXIBOOK IBERICA pour 1 250 000 euros.

Du fait de l'arrêt de l'activité des filiales correspondantes, ces contrats sont en cours de résiliation.

- Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 30 septembre 2010.
- La ligne « New Money » fait l'objet d'un gage sur stock à hauteur de 3,5 M€ jusqu'à son remboursement intégral le 15 novembre 2010. Remboursement réalisé à la date du rapport.
- La BRED bénéficie d'un gage sur stock à hauteur de 2.5 fois le financement utilisé. Au 30 septembre, le financement s'élevant à 1 827 K€, le gage sur stock s'élève à 4 567 K€. Ce nantissement est à échéance au 30 novembre 2010.
- Lexibook SA a un engagement au 30 septembre 2010 sur les lignes « CREDOC » accordées par les banques et utilisées pour financer les achats de marchandise pour un montant de 7 799 K€.
- Dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€, un nantissement a été consenti sur le fonds de commerce et les marques conformément à l'accord de conciliation en date du 26 avril 2010.

22.2 Engagements reçus

- Caution de Monsieur Luc Le Cottier à hauteur de 350 K€ jusqu'à remboursement de la ligne New Money au 15 novembre 2010
- Garantie Oséo à hauteur de 1 500 K€ dans le cadre de la mise en place de la ligne « new money »
- Garantie Oséo à hauteur de 70 % dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€.

Note 23 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités, suivant la méthode de distribution des produits vendus puis par zones géographiques.

23.1 Informations par activités

30 SEPTEMBRE 2010 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	12 441 920	8 189 921	20 631 841
Autres produits courants	65 289	92 928	158 217
Produits d'exploitation (I)	12 507 209	8 282 849	20 790 058
Coûts d'achat des produits vendus	-8 828 008	-2 649 290	-11 477 298
Dépenses de personnel	-343 125	-2 019 295	-2 362 420
Services Extérieurs	-1 712 813	-1 929 170	-3 641 983
Taxes (hors impôt société)		-124 667	-124 667
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-261 562	-1 798 009	-2 059 571
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	476 603	476 603
Autres produits et charges d'exploitation	-91 760	-395 580	-487 340
Charges d'exploitation (II)	-11 237 268	-8 439 408	-19 676 676
Résultat d'exploitation (III = I + II)	1 269 941	-156 559	1 113 382
TOTAL DES ACTIFS			0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	6 626 239	33 959 626	40 585 865
TOTAL DES PASSIFS	0	1 362 175	1 362 175
	6 626 239	33 959 626	40 585 865

(1) Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

(2) Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. Lexibook prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

30 SEPTEMBRE 2009 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	7 158 104	10 115 643	17 273 747
Autres produits courants	95 657	102 059	197 716
Produits d'exploitation (I)	7 253 761	10 217 702	17 471 463
Coûts d'achat des produits vendus	-5 311 506	-4 917 509	-10 229 015
Dépenses de personnel	-415 140	-2 459 839	-2 874 979
Services Extérieurs	-1 262 521	-2 589 587	-3 852 108
Taxes (hors impôt société)	-619	-117 866	-118 485
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-259 380	-880 836	-1 140 216
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	-8 098	-519 541	-527 639
Autres produits et charges d'exploitation	-42 671	-422 013	-464 684
Charges d'exploitation (II)	-7 299 935	-11 907 191	-19 207 126
			0
Résultat d'exploitation (III = I + II)	-46 174	-1 689 489	-1 735 663
			0
TOTAL DES ACTIFS	7 910 979	37 135 472	45 046 451
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	1 409 643	1 409 643
TOTAL DES PASSIFS	7 910 979	37 135 472	45 046 451

23.2 Informations par zone géographique (destination finale)

30 SEPTEMBRE 2010 (en €)	France	Europe (hors France)	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires net	8 810 094	9 664 028	2 157 719	20 631 841
Résultat d'exploitation	475 430	521 512	116 440	1 113 382
TOTAL DES ACTIFS	17 330 750	19 010 564	4 244 551	40 585 865
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	581 668	638 048	142 459	1 362 175

30 SEPTEMBRE 2009 (en €)
Chiffre d'affaires net
Résultat d'exploitation
TOTAL DES ACTIFS
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.

France	Europe (hors France)	Reste du Monde	TOTAL
7 974 784	5 975 485	3 323 478	17 273 747
-801 305	-600 416	-333 942	-1 735 663
20 796 630	15 582 861	8 666 961	45 046 451
650 791	487 636	271 216	1 409 643

Note 24 – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

Note 25 – Liste des sociétés du Groupe

Liste des filiales et participations en €	Capital	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 30/09/2010	Valeur nette des titres au 30/09/2010	Prêts / dettes Net	Cautions et avais accordés (1)	Chiffre d'affaires 30/09/2010	Résultat net 30/09/2010	Dividendes versés (-), reçus (+)
A. Filiales détenues à plus de 50%										
Lexibook Hong Kong Limited	47 205	99,9%	2 394 757	236 340	236 340	-1 396 284	13 068 343	22 723 572	1 207 939	
Lexibook Iberica SL	153 104	99,9%	-655 159	153 014		2 803 130		-172 513	-185 081	
Lexibook Electronica LDA	150 000	99,9%	-1 274 160	149 918		1 398 736		-117 106	-87 400	
Lexibook UK	547 099	98,9%	-2 166 779	731 904		2 127 720		551 037	303 682	
Lexibook Polska SP ZOO	12 548	96,0%	-228 608	12 390		242 853		0	-838	
Lexibook Italia	10 400	100,0%	-502 668	20 228		430 963		13 803	35 238	
Lexibook USA	366	100,0%	-94 701	399		0		77 402	-19 897	
Lexibook Germany	25 000	100,0%	78 858	25 000	25 000	-5 493		4 997	2 827	

(1) 13 300 000 USD convertis au cours de clôture de 1,3648 et 35 200 000 HKD convertis au cours de clôture de 10.5918.

NB : Les montants en devises étrangères exprimés en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Note 26 – Actifs et Passifs financiers courants et non courants

Les actifs et passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

en €	30 septembre 2010			31 mars 2010		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts et dettes financières						
Juste valeur négative des dérivés de transaction	-	306 562	- 306 562	-	243 721	- 243 721
Juste valeur négative (+) ou positive (-) des dérivés de couverture	-	20 056	- 20 056			-
Actifs (-) et Passifs (+) financiers	-	326 618	- 326 618	-	243 721	- 243 721

La juste valeur des dérivés est majoritairement déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché (voir note 3.15.1 Ab).

Note 27 – Gestion des risques

Le groupe a procédé à une revue de ses risques et il considère qu'il n'y a pas d'autres risques hormis ceux présentés ci-dessous :

27-1 Risques de liquidité

Pour la couverture de ses achats de marchandises, le groupe utilise des lignes de CREDOC et des « Stand By Letter of Credit » (SBLC). Jusqu'à ce jour le groupe a toujours couvert ses besoins en CREDOC et plus généralement les besoins de financement de ses achats de marchandises.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidités et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir sous réserve du maintien des lignes de crédit en cours de renégociation (cf note 1.2 et faits marquants de l'exercice)

Ces financements sont portés par la société mère, Lexibook France S.A. et par sa filiale à Hong Kong. Les besoins de financement sont essentiellement des besoins court terme liés au financement du besoin en fond de roulement.

Les lignes octroyées, leurs utilisations au 30 septembre 2010 et leurs échéances sont détaillées ci-dessous :

LEXIBOOK France					
Nature ligne	Ligne	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Covenants
Emprunt Obligataire	0.77 M€	0.77 M€		21/04/2015	N/A
Credit Moyen Terme	3.92 M€	3.72 M€		21/05/2015	N/A - remb nominal annuel de 0.784 M€
Facilités de caisse	0.15 M€	Néant	Néant	30/11/2010	N/A
Financement sur stocks (1)	1.85 M€	1.83 M€		30/11/2010	Gage sur stocks
CREDOC	9 M\$		7.8 M\$ équivalent à 5,7 M€	30/06/2015	Clause de revoir annuelle
CREDOC New Money	3.5 M€		2.1 M€	15/11/2010	N/A
SBLC	5,3 M\$		5,3 M\$	30/06/2015	Clause de revoir annuelle
LEXIBOOK Hong Kong					
Nature ligne	Ligne	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Covenants
CREDOC et facilités de caisses (1)	8,3 M\$	6,35 M\$ équivalent à 4,65 M€	1,57 M\$	30/06/2015	Clause de revoir annuelle
CREDOC (1)	3M\$	2,71 M\$ équivalent à 1,99 M€		30/06/2015	Clause de revoir annuelle

(1) Total utilisation bilan de 8,47 M€ correspondants aux concours bancaires courants

Pour le financement du poste client, le groupe a mis en place une solution d'affacturage au niveau européen (cf note 3.6). Pour fluidifier son cycle de trésorerie, notamment en raison des effets de saisonnalité marqués, le groupe dispose également de facilités de caisses conséquentes.

Les créances et dettes ont fait l'objet d'une présentation par échéances conforme à la recommandation AMF du 29 octobre 2008 dans les notes 9, 10 et 17.

27-2 Risques financiers

Le Groupe Lexibook, opérant dans un contexte international, est exposé aux risques de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollar. Le risque de change porte notamment sur des transactions commerciales futures.

Le risque de change, crée de la volatilité sur les résultats, les capitaux propres ainsi que sur les flux de trésorerie.

Le Groupe Lexibook a recours à des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture pour éliminer ou limiter les risques financiers auxquels il est exposé.

Les principaux instruments dérivés utilisés sont le change à terme ferme et optionnel.

Les instruments dérivés qui constituent une couverture économique mais qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture en IFRS, sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le groupe Lexibook a pour politique de couvrir un budget d'achats futurs de marchandises payables en US dollar. La couverture du budget d'achat a nécessité un découpage en différentes périodes de temps (« time bucket ») suffisamment fines.

Le Groupe Lexibook ne couvre que la part sécurisée de son budget, c'est-à-dire, la part récurrente et peu soumise à aléas. Au 30 septembre 2010, les achats de marchandises payables en US au titre du budget 2010/2011 sont couverts à 48 %.

Risque de change	USD	GBP	HKD
Actifs	6 105 998	385 618	400 430
Passifs	9 685 552	259 095	4 337 515
Position nette avant gestion	-3 579 554	126 523	-3 937 085
Hors Bilan	-13 300 000	-350 000	-35 200 000
Couvertures	-9 818 117		
Position nette globale après gestion	-26 697 671	-223 477	-39 137 085

Sur la base de ces positions nettes et dans le cas d'une appréciation de l'euro face à ces devises de plus ou moins un point, le gain ou la perte potentiel pour la société serait de 266 977 USD, 22 348 GBP et de 391 371 HKD.

L'impact sur les capitaux propres du groupe, en cas d'une appréciation de plus ou moins 1% de l'euro face à ces devises, serait de 24 420 euros face à l'HKD, de -16 197 euros faces à la GBP et de -941 euros face à l'USD.

La totalité des achats sont réalisés en dollars US, 60,2 % du chiffre d'affaires semestriel est réalisé également en USD et présente une couverture naturelle sur cette devise.

27-3 Risques de taux

Risque de taux	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Passifs Financiers	12 353 871	4 478 239	0
Actifs Financiers			
Position nette	12 353 871	4 478 239	0

Dans le cas d'une hausse des taux de 1 point, le manque à gagner serait de 168 321 €

Le groupe analyse régulièrement l'opportunité financière de la mise en place de swaps de taux (variable / fixes). A la date d'établissement du présent rapport, compte tenu du coût jugé élevé des swaps, aucune couverture n'a été initiée.

La ventilation taux fixe / taux variable est présentée dans la note 14.3.

27-4 Risques juridiques

Contrats de licences de marques

Au cours des trois dernières années, des contrats de licence de marque ont été conclus par LEXIBOOK avec des partenaires tels que Mattel, Ferrari, Walt Disney, Hasbro, Marvel, Noddy. D'une durée de 3 à 5 ans reconductibles, ils prévoient des montants minima garantis de royalties à verser aux concédants. Ces minima seront atteints pour l'exercice 2010-2011 et le seront également pour les exercices à venir. Les taux de royalties varient traditionnellement de 3% à 17%. Sur le premier semestre 2010-2011, les royalties au-delà des minima garantis (dont l'amortissement sur la période a été de 1 335 083 euros) ont représenté 273 396 euros.

Les licences sont accordées à la fois pour des durées variables, traditionnellement trois à cinq ans, dont les termes sont différents, sur plusieurs familles produits (en moyenne 5 à 10). Le groupe considère que ces éléments, notamment, produisent un effet dilutif sur le risque de dépendance.

	30/09/2010	30/09/2009	30/09/2008
Chiffre d'Affaires sous Licences %	12,557,897 60.9%	9,613,012 55.7%	12,586,941 65.4%
Chiffres d'Affaires hors Licences %	8,073,944 39.1%	7,660,735 44.3%	6,673,002 34.6%
TOTAL	20,631,841	17,273,747	19,259,943

Part de la licence la plus importante	19.0%	21.8%	31.0%
Part des 5 premières licences	57.9%	50.1%	62.2%
Part des 10 premières licences	60.9%	54.7%	64.5%

Le risque de non renouvellement des licences serait d'avoir en stock des marchandises qui ne seraient plus commercialisables. Au cours des dernières années, les enjeux n'ont pas été significatifs, d'autant plus que les contrats de licence prévoient tous une clause dite de « sales off » permettant de vendre les produits pendant une période de 3 à 12 mois après l'échéance du contrat.

Risque réglementaire :

Compte tenu de l'harmonisation européenne et de la directive R&TTE supprimant les contraintes liées notamment aux casques VHF, il n'y a pas de risque réglementaire existant à ce jour. LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97. Il n'existe aucun risque résultant d'une réglementation au 30/09/2010 sur l'ensemble des produits commercialisés par LEXIBOOK.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, nous garantissant une parfaite sécurité.

27-5 Risques fiscaux

Au mieux de notre connaissance, la société n'est exposée à aucun risque fiscal. Aucun contrôle n'est en cours.

27-6 Risques industriels et liés à l'environnement

LEXIBOOK n'est dépendant d'aucun fournisseur en particulier. La société a en permanence la possibilité de recourir à des fabricants différents en cas de besoin. Un plan d'urgence lui permet de réorganiser sa production en quelques semaines. Ce risque est donc pris en compte par l'entreprise.

Environ seize usines travaillent à la fabrication des produits. Elles sont soumises à des impératifs de qualité, de prix et de délai, dont le défaut est sanctionné par des pénalités.

Ces usines ont été sélectionnées en fonction de leur solidité financière et de leur qualité de production.

Enfin, les usines sont liées à LEXIBOOK par des accords de confidentialité et de non divulgation d'informations.

Il n'existe aucun lien contractuel avec les usines qui fournissent les produits, autre que des commandes passées régulièrement. Le délai de règlement moyen de ces fournisseurs est de 30 à 60 jours par virement bancaire ou lettre de crédit.

Le risque de composants défectueux, inhérent à l'activité et partagé par tous les autres constructeurs, est maîtrisé grâce à un contrôle exercé directement par LEXIBOOK Hong-Kong sur les usines de fabrication asiatiques ou indirectement, par le biais d'entreprises spécialisées. Ce risque ne s'est jamais traduit par des difficultés réelles au cours des années passées.

Le risque de pénurie de composants n'est pas significatif étant donné la diversité des fournisseurs de Lexibook, sa capacités à anticiper les besoins de ses clients et la possibilité de substituer les composants indisponibles. Il n'y a eu aucune tension sur le marché des composants au cours de l'exercice 2010-2011 dont Lexibook aurait pu subir les effets pervers.

Risques technologiques : LEXIBOOK maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong-Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique.

Etant donnée la nature de son activité, la société protège ses marques et ne dépose pas de brevets.

Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques LEXIBOOK, LEXIBOOK Junior, TOUCHMAN et Tablet PC et plus de 100 marques appartenant à la société, sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. Les protections courrent jusqu'en 2013 pour les plus proches à 2024 pour les plus lointaines.

Dans le courant de l'année 1999, LEXIBOOK a étendu la protection de ses marques à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de noms de domaine correspondant à son portefeuille de marques internationales.

Autres risques particuliers :

Intensification de la pression sur les prix et risque de concurrence

Sur le marché des produits électroniques grand public, l'érosion observée sur les prix de vente s'accompagne d'une érosion de la marge des offreurs.

La réponse consiste à :

- Lancer de nouveaux produits,
- Créer de la valeur ajoutée grâce à de nouvelles fonctionnalités, améliorer le marketing autour des produits,
- Augmenter les ventes et donc nos approvisionnements pour obtenir des conditions d'achats attractives,
- Maintenir nos frais de structure à un plus faible niveau que nos concurrents, qui en raison de leur taille, connaissent des frais fixes incompressibles supérieurs aux nôtres.

27-7 Risque clients

Le délai de paiement moyen est de 60 jours. La société souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients, à hauteur de 60 à 75 % de la créance TTC selon qu'il s'agisse de clients dénommés (c'est-à-dire signalés et pour lesquels une autorisation a été demandée) ou non dénommés.

Les principaux clients sont les enseignes majeures de la grande distribution et de la distribution spécialisée : Joue club, Argos, Carrefour, Auchan, Lidl, Leclerc, Toy's R us, Tesco, Système U et Corte Ingles. 13,75 % du chiffre d'affaires est réalisé avec Joueclub, le reste est réparti de manière à peu près uniforme entre les autres acteurs.

27-8 Risque de non reconstitution des fonds propres

Compte tenu du résultat semestriel et du projet d'augmentation de capital en cours, la société estime que les capitaux propres devraient être supérieurs à la moitié du capital à la clôture de l'exercice.

27-9 Assurance – Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus

L'entreprise dispose d'assurances pour l'ensemble des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. La société à notamment une assurance multirisque professionnelle - qui couvre les risques d'incendie (à hauteur de 2 717 256 € par sinistre), les frais supplémentaires d'exploitation (à hauteur de 450 000 € par sinistre), le vol (à hauteur de 38 000 €) - une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus (à hauteur de 9 125 846 € par sinistre), une assurance stocks (à hauteur de 6 millions d'euros par sinistre) et marchandises transportées (à hauteur de 914 695 € par transport), une assurance risque clients (France et export), une assurance hommes clefs (en cas de décès de Aymeric ou Emmanuel LE COTTIER, la société Lexibook percevra 805 000 euros individuellement) et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée. Au titre du premier semestre 2010-2011 les primes relatives à toutes ces assurances se sont élevées à 104 452 € pour l'ensemble du groupe Lexibook.

27-10 Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et de ses filiales.

Note 28 – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés par le groupe sont essentiellement des couvertures de change. Au 31 mars 2010, ces couvertures étaient matérialisées par des accumulateurs avec barrière désactivante à l'euro. Les éléments contractuels de ces accumulateurs ne permettent pas de déterminer de façon certaine les accumulations possibles, nous les avons donc considérés comme non-efficaces et leur juste valeur a été portée directement en résultat.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs sont valorisés au coût historique amorti. Il en a été de même des dettes financières au 31 mars 2009 et 31 mars 2010.

Les instruments dérivés sont comme indiqué ci-dessus, considérés comme non efficaces et comptabilisés à la « juste valeur avec contre partie en compte de résultat ».

La juste valeur retenue repose sur un modèle de valorisation (celui de la banque) rapproché de paramètres observables à défaut de marché de cotation officiel pour les instruments de couverture souscrits par le groupe au 31 mars 2010 (contrats de change spécifiques avec accumulateurs et barrières désactivantes).

La comptabilité de couverture est appliquée en conformité avec les principes de la norme IAS 39 et concerne les dérivés en couverture de flux de trésorerie futurs.

28.1 Couverture de juste valeur

Non utilisée.

28.2 Couverture de flux de trésorerie

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie liés notamment aux prévisions d'achat de marchandises en devises.

28.3 Couverture d'investissements nets à l'étranger

Non utilisée

28.4 Impact des dérivés de couverture en capitaux propres

Ils sont classés en actifs (JV positive de l'instrument) ou passifs (JV négative de l'instrument) financiers à la juste valeur en contre partie du compte de résultat.

Au 30 septembre 2010, les variations de juste valeur des dérivés de couverture enregistrées en capitaux propres sur la période s'analysent comme suit :

en €	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres (1)	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres (1)	Inefficacité	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat (2)	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat (2)
Dérivés de couverture de :							
Taux	Non utilisé						
Change		-	-				-
Investissement net à l'étranger	Non utilisé						
Matière première	Non utilisé						
Dérivés de couverture	-	-	-		-	-	-

⁽¹⁾(+) / (-) Augmentation / Diminution des capitaux propres

⁽²⁾(+) / (-) Augmentation / Diminution du résultat

28.4.1 Dérivés de couverture de taux

Non utilisés.

28.4.2 Dérivés de couverture de change

Les éléments constitutifs des dérivés de couverture de change sont les suivants :

- Au 30 septembre 2010 :

en €	Notionnel à recevoir au 30 septembre 2010				Notionnel à livrer au 30 septembre 2010				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme	2 198 124			2 198 124				-	
Change à terme optionnel	4 995 199			4 995 199				-	
Swaps				-				-	
Dérivés de couverture	7 193 323	-	-	7 193 323	-	-	-	-	-

- Au 31 mars 2010 :

en €	Notionnel à recevoir au 31 mars 2010				Notionnel à livrer au 31 mars 2010				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme				-				-	
Change à terme optionnel	8 069 219			8 069 219				-	
Swaps				-				-	
Dérivés de couverture	8 069 219	-	-	8 069 219	-	-	-	-	-

28.4.3 Couvertures de flux de trésorerie liées aux matières premières

Non utilisés.

Note 29 – Instruments dérivés non comptabilisés en couverture

29.1.1 Dérivés de taux détenus à des fins de transaction

Non utilisés.

29.1.2 Dérivés de change détenus à des fins de transaction

Les éléments constitutifs des dérivés de change détenus à des fins de transaction se répartissent comme suit :

- Au 30 septembre 2010 :

en €	Notionnel à recevoir au 30 septembre 2010				Notionnel à livrer au 30 septembre 2010				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme	2 218 180			2 218 180				-	20 056
Change à terme optionnel	5 222 996			5 222 996				-	306 562
Swaps				-				-	
Instruments dérivés de couverture de change détenus à des fins de transaction	7 441 176	-	-	7 441 176	-	-	-	-	326 618

- Au 31 mars 2010 :

en €	Notionnel à recevoir au 31 mars 2010				Notionnel à livrer au 31 mars 2010				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme				-				-	
Change à terme optionnel	7 564 107			7 564 107				-	243 721
Swaps				-				-	
Instruments dérivés de couverture de change détenus à des fins de transaction	7 564 107	-	-	7 564 107	-	-	-	-	243 721

29.1.3 Dérivés actions

Non utilisés.

29.1.4 Contrats dérivés de matières premières non qualifiés de couverture

Non utilisés.

Responsables de l'information

Personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

Le président du Directoire, Monsieur Aymeric LE COTTIER, est responsable des informations contenues dans le présent document.

Attestation du Président du Directoire

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les Ulis, le 8 décembre 2010

Aymeric LE COTTIER,
Président du Directoire

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2010-2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Lexibook Linguistic Electronic System SA, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « faits marquants de l'exercice » et sur la note 1.2 de l'annexe, qui exposent (i) les modalités de l'accord de conciliation bancaire du 26 avril 2010 et (ii) l'application du principe de continuité d'exploitation reposant sur l'hypothèse d'une issue favorable des discussions actuellement en cours avec les banques concernant le renouvellement des financements nécessaires au fonctionnement normal de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 8 décembre 2010

Les commissaires aux comptes

C et V AUDIT ET ASSOCIES

GEORGES DE BONDY

Mazars

SERGE CASTILLON